

## INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

**Brèves**  
LES CAMPAGNES DU WISCONSIN, ORACLE ENCORE MYSTÉRIEUX DE L'ÉLECTION

**Sarah** Lloyd rapproche le fourrage du museau des vaches laitières qui surveillent ses allées-venues. "Je ne voterai pas pour Donald Trump et je n'ai pas voté pour Donald Trump en 2016". "Ça fait un peu de nous des ovnis ici à la campagne" dans le Wisconsin, sourit cette quadragénaire dynamique. Sa ferme familiale lovée dans le creux d'une colline verdoyante appartient au comté de Juneau, qui avait opéré un basculement spectaculaire il y a quatre ans.

**L'OMS NE JUGE PAS NÉCESSAIRE LE "VERROUILLAGE" EN EUROPE**

**Malgré** un rebond important, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a estimé hier que la pandémie de Covid-19 pouvait désormais être gérée en Europe sans verrouiller la société dans son ensemble grâce à la préparation des autorités et aux connaissances accumulées ces derniers mois. L'OMS et le Fonds de l'ONU pour l'enfance (Unicef) ont également appelé les gouvernements africains à favoriser la réouverture des écoles.

**MACRON ET MERKEL AFFICHENT L'UNITÉ DU COUPLE FRANCO-ALLEMAND**

**Sous** le soleil de la Côte d'Azur, Emmanuel Macron et Angela Merkel ont affirmé hier la "convergence" de vues du couple franco-allemand face aux crises internationales et leur détermination à continuer à faire front commun en Europe. Dans l'ambiance décontractée du fort de Brégançon, la résidence d'été des présidents français, seul le football a réussi à les séparer, sur le ton de la blague

# Mali : l'appel au rétablissement d'IBK

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)  
Libreville/Gabon

**L**E coup d'Etat perpétré au Mali contre le président Ibrahim Boubacar Keita continue de susciter de nombreuses réprobations, notamment celles de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao). Réunis hier en Sommet extraordinaire, les chefs d'Etat ont réclamé le "rétablissement" du président malien et décidé d'envoyer une délégation à Bamako en vue d'un "retour immédiat à l'ordre constitutionnel". C'était au cours d'une rencontre virtuelle "sur la situation au Mali", jugée "grave", trois jours après le renversement du président "IBK", toujours aux mains des militaires putschistes. C'est le président en exercice de cette communauté, le président nigérien, Mahamadou Issoufou, qui est monté au créneau. "Nous demandons le rétablissement du président Ibrahim Boubacar Keita en tant que président de la République" a-t-il déclaré à la fin de ce sommet qui a également décidé "de dépêcher immédiatement une délégation de haut niveau pour assurer le retour immédiat de l'ordre constitutionnel".

Il a considéré que "le Mali est dans une situation critique, avec des risques graves qu'un affaiblissement de l'Etat et des institutions n'entraîne des revers dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé". Tout comme il a rappelé aux putschistes "leur responsabilité sur la sûreté et la sécurité du président Ibrahim Boubacar Keita et des officiels arrêtés".

A l'ouverture du Sommet, M. Issoufou avait souligné qu'en 2012, un précédent coup d'Etat militaire à Bamako avait permis à des groupes islamistes armés "d'occuper pendant plusieurs semaines les 2/3 du territoire malien". A Bamako, la Cédéao va mener des discussions et "faire comprendre aux responsables de la junte militaire que les temps de prise de pouvoir par la force sont révolus dans notre sous-région", a ajouté le président Is-



Les chefs d'État de la Cédéao pour le retour d'Ibrahim Boubacar Keita

soufou, demandant "la mise en oeuvre immédiate d'un ensemble de sanctions contre tous les militaires putschistes et leur partenaires et collaborateurs".

Elu en 2013 et réélu en 2018 pour cinq ans, le président Keita a été contraint d'annoncer

sa démission et la dissolution de l'Assemblée nationale et du gouvernement. Outre le président et son Premier ministre Boubou Cissé, les militaires ont également arrêté plusieurs hauts responsables civils et militaires, parmi lesquels le ministre de la

Défense et celui de la Sécurité, les généraux Ibrahima Dahirou Dembélé et M'Bemba Moussa Keita, le président de l'Assemblée nationale Moussa Timbiné et le chef d'état-major de l'armée, le général Abdoulaye Coulibaly.

## La "victoire du peuple"



Les militaires prenant un bain de foule.

J.O.  
Libreville/Gabon

**A** l'origine des contestations de rue qui ont débouché sur une crise politique au Mali depuis près de trois mois, le "Mouvement du 5-Juin" s'est félicité mercredi dernier du putsch et s'est dit prêt à élaborer avec la junte une

transition politique. Il compte organiser aujourd'hui de grands rassemblements pour "fêter la victoire du peuple malien".

De l'avis de nombreux observateurs, l'adhésion des manifestants aux putschistes laisse clairement penser que les militaires étaient de mèche avec les opposants au pouvoir du président déchu. Même si l'imam Mah-

moud Dicko, figure de proue des protestations qui ont commencé en juin, appelant à la démission du président Ibrahim Boubacar Keita, a déclaré ne pas être intéressé par le fauteuil présidentiel. "L'imam a été très clair, il n'est candidat à rien. Il veut que les problèmes de mauvaise gouvernance soient réglés... Nous ne le proposerons pas et il n'acceptera pas d'être président. Il ne cherche aucun pouvoir", a déclaré Soya Djike, organisateur des manifestations et proche du chef religieux.

Malgré les condamnations de la communauté internationale, les mutins ont assuré que les forces de l'ONU, françaises et ouest-africaines présentes au Mali demeuraient leurs "partenaires". La junte a aussi indiqué qu'elle restait "attachée au processus d'Alger", l'accord de paix signé en 2015 entre Bamako et les groupes armés du Nord du pays.